

Bercy en pleine fuite en avant

DÈS l'arrivée d'un exemplaire du « Canard » à Bercy, mardi 7 juin dans la soirée, une belle panique a saisi ces messieurs-dames de la haute administration du ministère. Tous se posent la même question : comment la liste ultra-secrète des 50 contribuables qui ont bénéficié d'un abattement de 90 %, en moyenne, sur leur ISF a-t-elle pu se retrouver dans un hebdomadaire paraissant le mercredi ?

Aussitôt, Bruno Parent, le directeur général des Finances publiques, qui vient d'endosser les premiers reproches de son ministre, Michel Sapin, prend l'affaire en main. Il fait appel à la patronne de l'Inspection générale des finances, Marie-Christine Lepetit, afin qu'elle

enquête sur « cette fuite d'un niveau jamais atteint aux Finances ». « Il faut que l'enquête



débuter dès demain », exige-t-il. « Encore faut-il, lui explique-t-elle, constituer d'abord une équipe d'enquêteurs. » En effet !

Michel Sapin n'est pas le seul à piquer une colère. À l'Élysée, l'« ennemi des riches », un certain Hollande, n'apprécie guère

de voir ainsi révéler la face cachée de la politique fiscale. Constaté, document et chiffres à l'appui, que la première fortune française échappe à l'ISF peut énerver le contribuable. Primo, le chef de l'État demande aux ministres, lors de leurs interventions dans les médias, d'insister fortement sur le fait que c'est une décision du Conseil constitutionnel qui a créé le bouclier fiscal à 75 %. Et, secundo, que le gouvernement ne désespère pas de trouver « une solution satisfaisante » pour empêcher les plus fortunés d'échapper totalement ou partiellement à l'ISF. À un an de l'élection présidentielle, et après quatre années passées au pouvoir, il est temps de s'en préoccuper...